ÉLECTIONS LÉGISLATIVES — 12 MARS 1978 — DÉPARTEMENT DU RHONE — 4ème CIRCONSCRIPTION

Electrices et Electeurs des Brotteaux et de Montchat, Réagissez le 12 Mars 1978, VOTEZ

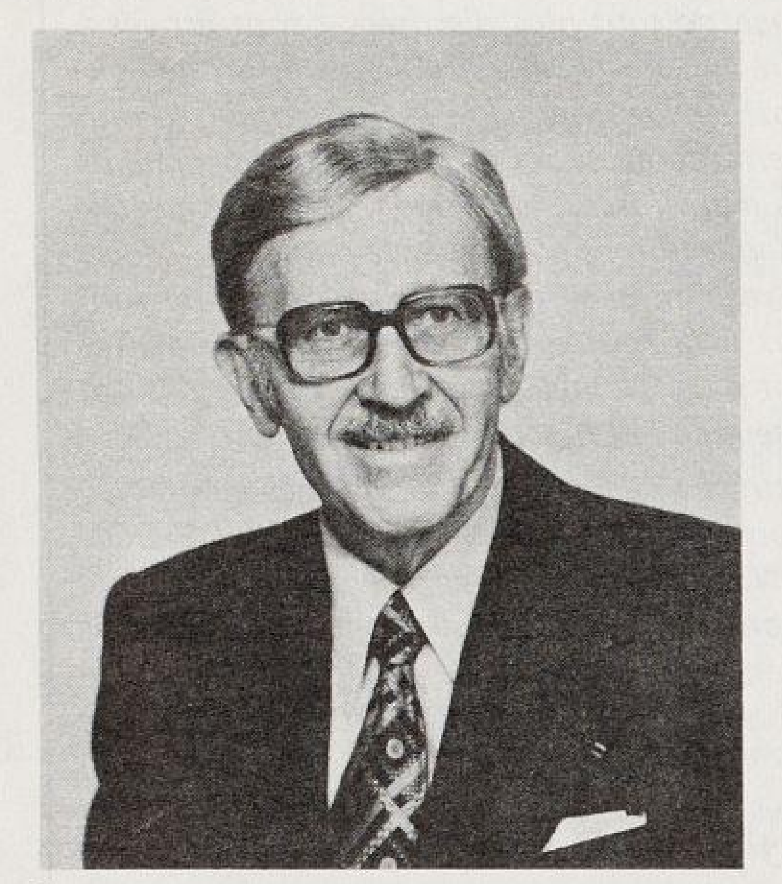
Vous êtes las des Partis politiques qui promettent tout et ne font rien

Gustave PROST

CANDIDAT DE

L'UNION DES FRANÇAIS DE BON SENS

Un Lyonnais qui s'adresse aux Lyonnais



Gustave PROST ❄ ⚜

Un vrai lyonnais (40 ans à Montchat 15 ans aux Brotteaux) Ancien élève de la Martinière. Ancien Adjoint de Monsieur Louis PRADEL à la mairie du 6ème arrondissement. Créateur de l'Association Lyonnaise de Prévoyance et de la Caisse Patronale de Retraite des Commerçants et Petits Industriels non-salariés dont il est redevenu Président. Fondateur et Président du Groupement d'Aide à la Construction de la Région Lyonnaise. Ancien membre de la Chambre de Commerce de Lyon. Ancien industriel. Officier du Mérite Commercial. Chevalier de la Légion d'Honneur, du Mérite National et du Mérite Social.

et son suppléant



Jean-Pierre MEYER

Cadre commercial dans une entreprise métallurgique lyonnaise. Diplômé de l'Institut Commercial de Strasbourg.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

Monsieur Raymond BARRE vient à vous. Après Monsieur Hertzog et Monsieur Joxe, il a été orienté sur votre circonscription mais le "Bon Choix" qui vous appartient, découle de votre "Bon Sens" et nous allons, ensemble, examiner la situation.

DES PROMESSES, ENCORE DES PROMESSES, TOUJOURS DES PROMESSES

C'est le propre d'une élection : on promet tout. Le bonheur pour demain est celui qu'on promettait hier : une vie meilleure avec moins de contrainte dans le travail, des salaires plus élevés, des horaires réduits, des loisirs plus longs et la retraite plus tôt. Tout ceci dépend du progrès et les hommes politiques ne font pas le progrès. Ils ne peuvent que promettre le bonheur. S'ils pouvaient le donner il n'y aurait aucun pays pauvre car ceux-ci ne manquent pas de politiciens, ils manquent d'industriels, d'hommes qui se risquent à entreprendre, qui créent, organisent, produisent et distribuent par le canal de commerçants et font le progrès qui est le résultat de leur action. Des produits jadis de luxe sont devenus accessibles au plus grand nombre et la vie des plus défavorisés est bien plus confortable que celle de nos grands parents. Le nier ou prétendre qu'on devrait vivre encore mieux est le propre de ceux qui n'ont jamais fait que des discours sans jamais rien produire.

DES RÉALITÉS QUI FONT RÉFLÉCHIR

Mettre de l'ordre dans la Maison France est une nécessité qui apparait à tous. Le désordre est partout, dans les esprits et dans les mœurs. L'école n'apprend plus la morale et l'Église n'est plus le phare qui jetait une lumière vive sur le bien et le mal. Les droits des uns sont la conséquence des devoirs des autres, mais chacun ne pense qu'à ses droits et néglige ses devoirs. Les mœurs se dégradent et nous en avons conscience mais toute réaction se heurte aux ennemis de notre société qui voient dans ce pourrissement son allié de demain.

Le droit de grève exercé sans limite est l'arme de la subversion. La constitution l'a reconnu, mais il doit s'exercer dans le cadre des lois qui le règlemente et qui n'ont jamais été votées. Il est impératif de le faire car il est inadmissible qu'un conflit de travail se règle par la force et que la loi du nombre ou celle des plus violents s'impose. Il est intolérable que des travailleurs soient privés d'électricité, de moyens de transport, de communication postale, de télévision... et perdent leur droit au travail, parce que d'autres travailleurs —ceux des services publics qui bénéficient d'une garantie d'emploi— en ont décidé ainsi.

Dans le domaine des prix il faut choisir entre la sanction du marché ou la sanction du contrôleur. Admettre que le prix d'un produit est fixé par l'État c'est donner à des fonctionnaires le droit de vie ou de mort sur le commerce, l'industrie et les professions libérales. C'est leur permettre d'intervenir, sur le résultat d'une exploitation qu'ils rendront bénéficiaire ou déficitaire par leur seule autorisation ou limitation de la hausse. Un tel pouvoir discrétionnaire qui soumet un homme ou une profession au bon plaisir d'un autre est intolérable. La liberté des prix fait partie de nos libertés : elle ne peut être abolie. Ce ne sont ni le ministre, ni les juges qui examinent les dossiers mais un fonctionnaire, qui, politiquement peut être un ennemi de notre forme de société.

La gauche se dit "porteuse d'espérance". En 1936 elle avait promis "le pain, la paix, la liberté" et, après une période d'inflation galopante, nous avons eu la guerre, le rationnement et l'occupation. Aujourd'hui les partenaires d'hier se livrent à une lutte sans merci. L'agressivité de leurs propos et les injures échangées ne leur permettent plus de gouverner ensemble.

Alors réfléchissez. Vous avez le droit de souhaiter une vie meilleure. Mais vous savez, celle que supportent ceux qui sont derrière le rideau de fer, où la famille toute entière répond du comportement d'un de ses membres. Alors pas de bêtises impossibles ensuite à réparer. Pas de geste inconsidéré. Le programme de la gauche prévoit un impôt sur le capital pour faire payer les riches. Mais qui est riche ? Le propriétaire de sa maison, de son appartement, d'une automobile, d'une télé ? Avec un peu de bon sens on comprend la relativité de la chose.

La gauche veut encore nationaliser ! Mais cette mesure qui supprime le fameux "profit capitaliste" n'a pas fait baisser les prix et, par ses grèves, le personnel a montré qu'il n'était pas mieux traité. Alors assez de bêtises. Alerte aux commerçants, aux artisans, et à tous ceux qui ont des comptes en banques. Nationaliser le crédit c'est donner à l'État l'arme suprême du dirigisme. Ce serait faire des français, dont la vie dépend de leur possibilité financière, des êtres soumis à des fonctionnaires qui tiendraient les cordons de la bourse.

L'ÉTAT DÉPENSE TROP

Avec un budget de 440 milliards de nouveaux francs l'État dépense plus que les français peuvent lui apporter et lorsqu'il accuse les commerçants d'être responsables de la vie chère, il oublie l'importance de l'impôt qu'il prélève sur les prix. Il oublie qu'il prend 10 000 F d'impôt sur une automobile qu'il fait vendre 30 000 F alors qu'elle n'en vaut que 20 000 F.

L'État doit donner l'exemple : la vie chère, l'inflation et le chômage ne seront pas combattus sans une véritable réduction des dépenses publiques.

L'escalade des discours démagogiques ne résoud rien et l'électeur septique se demande pourquoi l'élu pourrait donner demain ce qu'il a été impuissant à offrir hier.

Pour masquer cette impuissance on s'efforce de se montrer social en distribuant ce qu'on a prélevé par l'impôt. Car si la charité —doctrine de l'Église— consiste à intervenir personnellement pour donner à celui dont on veut soulager la misère, le social —d'origine socialiste— consiste à rechercher la reconnaissance de ceux à qui on offre généreusement ce qu'on fait payer par les autres.

Il faut faire un **BON CHOIX**. Et pour **"un bon choix"** il faut du **"bon sens"**.

Voter à gauche c'est s'engager dans la voie du communisme. Avant de le faire demandez encore comment on vit dans les pays socialistes... et vous changerez d'avis. Voter pour la majorité c'est lui dire "Bravo" ! continuez sans rien changer". Or ça n'est pas ce que vous voulez. Vous regrettez que, face à des syndicats relais du Parti Communiste, Monsieur BARRE ne soit pas assez énergique. Qu'il se noie dans des mesures secondaires qui ne s'attaquent ni à la vie chère, ni à l'inflation ni au chômage, et ne défende pas plus vigoureusement notre système économique.

Alors, le 12 mars, il faut qu'il sache votre déception, pour le présent, et votre inquiétude pour l'avenir. Devant la France qui attend la réaction des Lyonnais réputés froids et de bon sens il faut voter !

VOUS NE POUVEZ JOUER NI LES "BÉNI OUI-OUI" NI LES "CASSEURS" MAIS VOUS DEVEZ MONTRER VOTRE RÉSERVE ET VOTRE PERSONNALITÉ

VOTEZ POUR

Gustave PROST

Ancien Industriel - Officier du Mérite Commercial - Chevalier de la Légion d'Honneur, de l'Ordre National du Mérite et du Mérite Social.

et pour son suppléant Jean-Pierre MEYER

tous deux présentés par

L'UNION des FRANÇAIS de BON SENS

que préside Gérard FURNON

APPEL AUX LYONNAIS

Votre circonscription a été choisie par l'UNION DES FRANÇAIS DE BON SENS pour servir de test dans le cadre d'une OPÉRATION VÉRITÉ. Il s'agit de faire s'exprimer les électrices et les électeurs convaincus qu'il n'y a plus à espérer de la majorité et tout à redouter de l'opposition.

Des millions de français —ceux de la majorité silencieuse, dont l'existence et l'importance ne sont plus discutées— sont arrivés à faire ce constat. La gauche et la droite agissent dans la confusion la plus totale, la plus aberrante aussi si l'on songe que chacune de ces deux forces, au terme d'actions funestes, a l'ambition de gouverner le pays. Les leaders et responsables des deux fractions ne sont plus à la hauteur de l'enjeu et ils ne maitrisent plus l'actuel système électoral qu'ils ont ensemble fait basculer dans l'ornière.

Pour ces raisons, et pour ne pas ajouter au chaos, l'UNION DES FRANÇAIS DE BON SENS a décidé de n'engager dans la bataille électorale que 40 candidats. Ceux-ci sont les témoins d'une sorte de test national destiné à préparer LA VOIE DU BON SENS. Celle qui, après être passée par les élections du mois de Mars, débouchera inévitablement sur le 3ème tour, celui qui interviendra peu de temps après parce que, ingouvernable, la prochaine Chambre est d'ores et déjà condamnée.

En attendant, les électrices et les électeurs de cette circonscription, qui ont la possibilité de marquer dès maintenant leur défiance envers l'opposition, comme envers la majorité, sont invités à voter pour notre ami Gustave PROST, de l'U.F.B.S.

Ce faisant, ils exprimeront clairement leur refus du collectivisme et de la technocratie, leur désir d'une transformation réelle de la société, leur volonté de voir protégées et défendues les libertés.

Ils accomplieront ainsi un acte de BON SENS.

Gérard FURNON

UN PEU DE COURAGE !

A toute époque, les classes dirigeantes se sont constituées par le courage, par l'acceptation consciente du risque. Dirige celui qui risque ce que les dirigés ne veulent pas risquer.

Le courage pour l'entrepreneur, c'est l'esprit de l'entreprise, pour le technicien, c'est le refus de transiger sur la qualité, pour le directeur du personnel, c'est la défense de la maison, c'est dans la maison, la défense de l'autorité et, avec elle, celle de la discipline et de l'ordre.

Jean-Jaurès
La Dépêche de Toulouse
28 Mai 1890

LE FRANC

Le Président PINAY avait rétabli notre situation économique et la valeur du nouveau franc était a parité avec le franc suisse et le mark. Le franc rencontra beaucoup de difficultés et se déprécia régulièrement. Il rentra dans le serpent monétaire puis en sortit et aujourd'hui il faut 2F50 pour avoir 1F suisse. Et tous les discours sur notre redressement sont superflus.

Imp. PUGEAT - 69150 DÉCINES